

L'honorable premier ministre (M. Diefenbaker) le sait d'ailleurs, et c'est pourquoi il tarde à en appeler au peuple, préférant plutôt être de connivence, tantôt avec les créditistes—surtout avec les créditistes—tantôt avec le Nouveau parti démocratique.

C'est quand même honteux, monsieur le président, de se faire le complice d'un parti politique qui veut tout simplement conduire notre pays à la ruine, sans que celui-ci ait le courage d'éclairer suffisamment la population sur sa doctrine d'argent fou, son système de dividendes à tout le monde, tant que la machine à piastres pourra fonctionner. On a bien ri de l'histoire du singe dans le bananier, du ver dans la pomme, d'un lièvre ou d'un lapin qui court dans un billot évidé. Ce fut comique d'entendre parler de l'estomac de l'honorable député de Lapointe (M. Grégoire) et de celui de l'honorable député de Port-Arthur (M. Fisher), sans oublier la tête du même député de Port-Arthur, que l'on devrait faire sauter pour une meilleure planification à l'égard de l'honorable chef du Nouveau parti démocratique, le député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas)!

Croyez-moi, je ne serais pas opposé à ce guillotinage, surtout à cause des déclarations folichonnes que fait occasionnellement, le député de Port-Arthur à l'endroit des Canadiens français.

Mais, voyons donc, ces gens sont-ils sérieux? L'honorable premier ministre est-il lui-même sérieux? La population du Canada n'est certainement pas dupe. Les créditistes sont obligés de se cacher sous le manteau du nationalisme pour cacher leur vrai visage et se faire accepter par une minime partie de la population, qui s'est vite aperçue de son erreur du 18 juin, tandis que le gouvernement semble vivre derrière un écran de fumée, cette grande fumisterie qui est le préambule de la disparition prochaine du parti conservateur, lequel ne réussira jamais à bien administrer notre pays avec sa politique d'au-jour-le-jour et son manque de prévision pour l'avenir.

Je n'oserais jamais prétendre que le gouvernement actuel n'a rien fait depuis cinq ans. Il a établi ses records, et quand je dis «records» ce sont: des records de déficits, des records de chômage, des records de volte-face, des records de dévaluation, des records de surcharges tarifaires, des records de restriction de crédit, etc.

Une voix: De quel gouvernement parlez-vous, s'il vous plaît?

M. le président suppléant: A l'ordre! Je vous ferai remarquer que l'honorable député qui a la parole ne devrait pas être victime d'interpellations et qu'il a le droit de dire ce qu'il pense de l'administration actuelle.

M. Valade: J'invoque le Règlement, monsieur le président. C'est que je croyais que l'honorable député faisait allusion au gouvernement provincial de M. Lesage.

M. le président: Je déclare que cette question n'est pas pertinente au débat.

M. Laniel: Monsieur le président, je puis ouvrir une parenthèse et dire à l'honorable député de Sainte-Marie que M. Lesage a fait ses preuves lors des dernières élections provinciales.

On doit cependant reconnaître que le gouvernement conservateur a quand même réussi à faire certaines choses; il a amélioré certaines lois, surtout les lois de sécurité sociale ou celles dont l'objet comportait des projets à court terme. Il a éprouvé beaucoup de difficultés à résoudre les grands problèmes; sa politique économique n'a jamais été précise. Aujourd'hui, il trahit ses gestes dans l'affaire «Coyne» qui fut, pour les conservateurs, un conflit de personnalité et un entêtement à ne pas admettre leur mauvaise administration. Le gouvernement a toujours essayé de se soustraire à ses responsabilités; il se moque de la planification économique des libéraux, alors que la seule solution de rechange qu'il offre est celle d'établir des commissions—un autre de ses records.

Monsieur le président, on semble avoir peur de suivre les temps, on craint l'évolution et le changement; au fait, on est de plus en plus conservateur. Le très honorable premier ministre (M. Diefenbaker) s'est rendu à Londres; il s'est fait porteur d'épouvantails et son attitude, en général, n'a pas été réjouissante pour le peuple canadien, et encore moins pour le peuple anglais. A-t-il pensé aux conséquences qu'entraînerait le rejet de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun? Quels avantages tirerions-nous d'une Grande-Bretagne affaiblie et isolée du bloc de l'Europe de l'Ouest? Que dire de la déclaration du secrétaire d'État aux relations du Commonwealth, publiée dans le *Toronto Telegram* du 17 septembre 1962, et je cite:

Alors que l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont montrés pratiques et serviables en cherchant des moyens d'améliorer les conditions du marché pour le Commonwealth, le Canada s'est montré intransigeant.

L'intention de la Grande-Bretagne est très claire. Si elle réussit à s'associer à l'Europe, ceci ne fera que renforcer le monde libre et aidera à mieux contre-balancer l'empire communiste.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris au sérieux les propos de l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson), qui avait incité le premier ministre à faire face au problème, le 28 février 1961, et avait aussi suggéré l'étude d'un rapprochement économique avec les